



CHAPITRE 10

Loi instituant la Cour de bien-être social

[Sanctionnée le 5 avril 1950]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 15, aa.
266a-266p
aj.

1. La Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) est modifiée en y ajoutant, après l'article 266, la section et les articles suivants:

"SECTION VIII

"DE LA COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL

Établissement de
"Cour de
bien-être
social".

"266a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, par proclamation, pour tout district judiciaire ou groupe de districts judiciaires comprenant une cité ou une ville d'au moins cinquante mille âmes, au dernier recensement officiel, ou plusieurs cités ou villes atteignant ensemble cette population, une cour d'archives désignée sous le nom de "Cour de bien-être social du district, ou, selon le cas, des districts de *(compléter en nommant le ou les districts concernés)*".

Juges.

"266b. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, durant bonne conduite, par commission sous le grand sceau, des juges pour présider la Cour de bien-être social et il fixe le lieu de leur résidence.

CHAPTER 10

An Act to establish the Social Welfare Court

[Assented to, the 5th of April, 1950]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15) is amended by adding thereto, after section 266, the following division and sections:

R.S.,
c. 15, ss.
266a-266p
added.

"DIVISION VIII

"THE SOCIAL WELFARE COURT

"266a. The Lieutenant-Governor in Council may establish, by proclamation, for any judicial district or group of judicial districts comprising a city or town of at least fifty thousand inhabitants, according to the last official census, or several cities or towns having together such population, a court of record designated under the name of the "Social Welfare Court of the district, or, as the case may be, of the districts of *(to complete by filling in the name of the district or districts concerned)*".

Establish-
ing Court
of Social
Welfare.

"266b. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint, during good behavior, by a commission under the Great Seal, judges to preside over the Social Welfare Court and fix the place of their residence.

Juridic-
tion.

Leur juridiction s'étend à tous les districts judiciaires pour lesquels la Cour de bien-être social est établie. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois limiter leur juridiction à un ou plusieurs districts judiciaires déterminés.

Nombre
de juges.

Le nombre de ces juges, y compris le juge en chef, ne doit pas excéder dix.

Avocats.

Les titulaires de ces fonctions sont choisis parmi les membres du Barreau de la province de Québec ayant au moins dix ans de pratique; ils doivent cesser d'exercer comme avocat dès leur nomination comme juges de ces cours et consacrer tout leur temps à leurs fonctions judiciaires.

Magis-
trats.

"266c. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi attribuer à des magistrats de district le pouvoir de présider la Cour de bien-être social, avec la juridiction générale ou restreinte prévue par le deuxième alinéa de l'article 266b.

Juge en
chef.

"266d. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme aussi un juge en chef de la Cour de bien-être social et fixe sa résidence à Montréal ou à Québec.

Pouvoirs.

Les juges de la Cour de bien-être social sont soumis à la surveillance et à la direction de ce juge en chef, concernant la distribution des causes, la tenue des séances, l'exécution du travail judiciaire et l'administration générale de la Cour de bien-être social.

Traite-
ment.

"266e. Le traitement des juges de la Cour de bien-être social est déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil; il ne doit pas excéder neuf mille dollars par année pour le juge en chef et huit mille dollars par année pour les autres.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Les dispositions des articles 217, 236 à 243 et 273 s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux juges de la Cour de bien-être social.

Juridic-
tion.

"266f. La Cour de bien-être social est autorisée à connaître des cas de jeunes délinquants au sens de la Loi des jeunes délinquants, 1929 (Statuts du Canada, 19-20 George V, chapitre 46).

Idem.

En outre, la juridiction de la Cour de bien-être social et de tout juge qui la préside s'étend

Their jurisdiction shall extend to all the judicial districts for which the Social Welfare Court is established. The Lieutenant-Governor in Council may however limit their jurisdiction to one or several specified judicial districts.

The number of such judges, the Chief Justice included, shall not exceed ten.

The holders of such offices shall be appointed from amongst the members of the Bar of the province of Quebec having at least ten years' practice; they must cease practising as soon as they are appointed judges of such courts and devote full time to their judicial functions.

"266c. The Lieutenant-Governor in Council may also confer upon District Magistrates the power to preside over the Social Welfare Court, with the general or restricted jurisdiction contemplated by the second paragraph of section 266b.

"266d. The Lieutenant-Governor in Council shall also appoint a Chief Justice of the Social Welfare Court and fix his residence at Montreal or at Quebec.

The judges of the Social Welfare Court are subject to the supervision and direction of such Chief Justice, relative to the distribution of cases, the holding of sittings, the carrying out of judicial work and the general administration of the Social Welfare Court.

"266e. The salary of the judges of the Social Welfare Court shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council; it shall not exceed nine thousand dollars per annum for the Chief Justice and eight thousand dollars per annum for the others.

The provisions of sections 217, 236 to 243 and 273 shall apply, *mutatis mutandis*, to the judges of the Social Welfare Court.

"266f. The Social Welfare Court is authorized to take cognizance of cases of juvenile delinquents within the meaning of the Juvenile Delinquents Act, 1929 (Statutes of Canada, 19-20 George V, chapter 46).

Moreover, the jurisdiction of the Social Welfare Court and of any judge presiding over it shall extend

a) à l'admission des enfants dans les écoles de protection de la jeunesse, par l'article 15 de la Loi des écoles de protection de la jeunesse (chapitre 38);

b) aux enquêtes prévues par les articles 9 et 11 de la Loi des pensions de vieillesse de Québec (chapitre 179);

c) à l'hospitalisation des indigents, par l'article 24 de la Loi de l'assistance publique de Québec (chapitre 187);

d) à l'internement et à la mise en liberté des aliénés, par les articles 11, 13, 31, 41, 42 et 69 de la Loi des asiles d'aliénés (chapitre 188);

e) à l'adoption d'enfants, suivant la compétence attribuée par la Loi de l'adoption (chapitre 324);

f) aux contraventions à des règlements municipaux commises par des enfants âgés de moins de dix-huit ans.

a. to the admission of children to youth protection schools, under section 15 of the Youth Protection Schools Act (chapter 38);

b. to the investigations contemplated by sections 9 and 11 of the Quebec Old Age Pensions Act (chapter 179);

c. to the hospitalization of indigents, under section 24 of the Quebec Public Charities Act (chapter 187);

d. to the confinement and to the discharge of insane persons, in virtue of sections 11, 13, 31, 41, 42 and 69 of the Lunatic Asylums Act (chapter 188);

e. to the adoption of children in accordance with the jurisdiction conferred by the Adoption Act (chapter 324);

f. to infringements of municipal by-laws committed by children of less than eighteen years of age.

Devoirs
des juges.

"266g. Tout juge de la Cour de bien-être social doit de plus, dans le territoire pour lequel elle est établie, s'employer à aider à la protection de l'enfance et aux bonnes relations entre conjoints. A ces fins,

a) il conseille les personnes qui recourent à ses bons offices pour la réhabilitation des jeunes délinquants, la protection des enfants particulièrement exposés à des dangers moraux et physiques, en raison de leur milieu ou d'autres circonstances spéciales, et, généralement, il collabore à l'amélioration du sort de l'enfance malheureuse et négligée;

b) il agit comme conciliateur, lorsqu'il en est requis, dans tout différend entre conjoints ou entre parents et enfants.

"266g. Every judge of the Social Welfare Court shall moreover, in the territory for which it is established, strive for the protection of children and for good relations between consorts. For such purposes,

a. he shall advise all persons who seek his good offices for the rehabilitation of juvenile delinquents, the protection of children who are particularly exposed to moral and physical dangers on account of their surroundings or other special circumstances, and in general, he shall collaborate in the improvement of the lot of unhappy and neglected children;

b. he shall act as moderator, when so requested, in any dispute between consorts or between parents and children.

Serment.

"266h. Les juges de la Cour de bien-être social doivent, avant d'entrer en fonction, prêter, devant le magistrat de district en chef ou le magistrat de district en chef adjoint, le serment d'office suivant:

"Je (*nom et prénom*), jure de remplir fidèlement, impartialement et honnêtement, au meilleur de ma capacité et de mes connaissances, tous les devoirs de juge de la Cour de bien-être social et d'en exercer de même tous les pouvoirs."

"266h. Judges of the Social Welfare Court before entering upon their functions, shall take the following oath of office before the Chief District Magistrate or the Associate Chief District Magistrate:

"I (*name and surname*), swear that I will faithfully, impartially and honestly, to the best of my knowledge and ability fulfill all the duties and exercise all the powers of a judge of the Social Welfare Court."

Siège de
la cour.

"266i. La Cour de bien-être social siège au chef-lieu du district judiciaire

"266i. The Social Welfare Court shall sit at the chief place of the judicial Court.

Duties of
judges.

Oath.

Seat of
Court.

| | | |
|--------------------------|--|---|
| | pour lequel elle est constituée ; lorsqu'elle est établie pour un groupe de districts judiciaires, elle siège au chef-lieu de chacun d'eux. | district for which it is constituted; when it is established for a group of judicial districts it sits at the chief place of each of them. |
| Siège. | Elle siège en outre à tout autre endroit désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil. | It also sits at any other place fixed by the Lieutenant-Governor in Council. |
| Jours juridiques. | Elle peut tenir ses séances tous les jours juridiques. | It may hold its sittings on any juridical days. |
| Greffier, etc. | "266j. Un officier est nommé pour agir comme greffier de la Cour de bien-être social; d'autres peuvent lui être adjoints pour remplir les fonctions de députés-greffiers. | "266j. An officer shall be appointed to act as clerk of the Social Welfare Court; others may be appointed to assist him for the office of deputy-clerks. |
| Devoirs. | Le greffier a la garde des archives et il dresse procès-verbal des procédures à l'audience. | The clerk is the custodian of the records and shall draw up minutes of the proceedings in court. |
| Pouvoirs. | Il peut, lorsqu'il s'agit d'une matière relevant de l'autorité législative de la province et qu'il n'y a pas de juge présent ou capable d'agir, faire tout acte ou procédure de caractère ministériel; mais il ne peut rendre de jugement ni imposer de sentence. | He may, when any matter pertaining to the legislative authority of the province is concerned and when there is no judge present or able to act, perform any act or procedure of an official character; but he cannot render any judgment nor pronounce sentence. |
| Député-greffier. | "266k. Tout député-greffier de la Cour de bien-être social possède les mêmes pouvoirs et remplit les mêmes fonctions que le greffier. | "266k. Every deputy-clerk of the Social Welfare Court has the same powers and performs the same functions as the clerk. |
| Nominations. | "266l. Le greffier, les députés-greffiers et les autres fonctionnaires et employés de la Cour de bien-être social sont nommés suivant les dispositions de la Loi du service civil. | "266l. The clerk, the deputy-clerks and other officers and employees of the Social Welfare Court shall be appointed in conformity with the provisions of the Civil Service Act. |
| Attribution de pouvoirs. | "266m. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut néanmoins, hors des districts judiciaires de Montréal et de Québec, attribuer, aux conditions qu'il détermine, à tout greffier, député-greffier et autre fonctionnaire ou employé d'une cour de justice siégeant dans un district judiciaire l'exercice des pouvoirs et des fonctions de greffier, député-greffier, fonctionnaire et employé de la Cour de bien-être social siégeant dans ce district. | "266m. The Lieutenant-Governor in Council may nevertheless, outside of the judicial districts of Montreal and Quebec, confer, under the conditions he may determine, upon any clerk, deputy-clerk and other officer or employee of any Court of Justice sitting in a judicial district, the exercise of the powers and functions of clerk, deputy-clerk, officer and employee of the Social Welfare Court sitting in such district. |
| Shérif. | "266n. Le shérif est officier de la Cour de bien-être social lorsqu'elle siège au chef-lieu du district auquel il est attaché. | "266n. The sheriff shall be an officer of the Social Welfare Court whenever it sits at the chief place of the district to which he is attached. |
| Constables, etc. | "266o. Les constables et officiers de la paix sont d'office constables et officiers | "266o. Constables and peace officers are <i>ex officio</i> constables and peace officers |

Juridical days.

Clerk, etc.

Duties.

Powers.

Deputy-clerk.

Appointments.

Conferring powers.

Sheriff.

Constables, etc.

de la paix de la Cour de bien-être social dans le district judiciaire où ils exercent leurs fonctions.

of the Social Welfare Court in the judicial districts where they exercise their functions.

Fonds
consolidé
du revenu.

"266p. Les traitements, salaires et autres dépenses encourues pour l'exécution de la présente section sont payées à même le fonds consolidé du revenu."

"266p. The remuneration, salaries and other expenses incurred for the carrying out of this division shall be paid out of the consolidated revenue fund." Consolidated revenue fund.

Effet de
l'établisse-
ment
d'une
Cour à
Montréal.

2. A compter de l'établissement de la Cour de bien-être social avec juridiction territoriale comprenant la cité de Montréal,

2. As from the establishment of the Social Welfare Court with territorial jurisdiction including the city of Montreal, Effect of establishing a Court in Montreal.

a) les juges de la Cour des jeunes délinquants siégeant à Montréal deviendront des juges de cette Cour de bien-être social, comme s'ils avaient été nommés en vertu de l'article 266b de la Loi des tribunaux judiciaires. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra en outre leur attribuer le pouvoir de présider toute autre Cour de bien-être social;

a. the judges of the Juvenile Delinquents' Court sitting at Montreal shall become the judges of such Social Welfare Court as if they had been appointed under section 266b of the Courts of Justice Act. The Lieutenant-Governor in Council may also confer upon them the power to preside over any other Social Welfare Court;

b) la section VI de la deuxième partie de la Loi des tribunaux judiciaires, comprenant les articles 253 à 261, sera abrogée et la Cour des jeunes délinquants siégeant à Montréal sera abolie et ses dossiers et archives, transmis à la Cour de bien-être social ainsi établie, pour faire partie des archives de cette dernière.

b. Division VI of Part II of the Courts of Justice Act, including sections 253 to 261, shall be repealed and the Juvenile Delinquents' Court sitting at Montreal shall be abolished and its records and archives, transferred to the Social Welfare Court so established, to form part of the records of the latter court.

Les années pendant lesquelles les juges mentionnés au paragraphe a du présent article ont rempli la fonction de juge de la Cour des jeunes délinquants siégeant à Montréal leur seront comptées pour les fins de leur pension comme juge de la Cour de bien-être social;

The years during which the judges mentioned in paragraph a of this section have fulfilled their functions as judges of the Juvenile Delinquents' Court sitting at Montreal shall be counted for the purposes of their pension as judge of the Social Welfare Court;

c) la clinique d'aide à l'enfance, constituée en vertu de la loi 9 George VI, chapitre 25, sera attachée à cette Cour de bien-être social.

c. the child aid clinic, constituted under the act 9 George VI, chapter 25, is attached to the Social Welfare Court.

Effet de
l'établisse-
ment
d'une
Cour à
Québec.

3. A compter de l'établissement de la Cour de bien-être social avec juridiction territoriale comprenant la cité de Québec,

3. As from the establishment of the Social Welfare Court with territorial jurisdiction including the city of Quebec, Effect of establishing a Court in Quebec.

a) le juge de la Cour des jeunes délinquants de Québec deviendra un juge de cette Cour de bien-être social, comme s'il avait été nommé en vertu de l'article 266b de la Loi des tribunaux judiciaires. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra en outre lui attribuer le pouvoir de présider toute autre Cour de bien-être social;

a. the judge of the Juvenile Delinquents' Court of Quebec shall become a judge of such Social Welfare Court as if he had been appointed under section 266b of the Courts of Justice Act. The Lieutenant-Governor in Council may also confer upon him the power to preside over any other Social Welfare Court;

b) la section VII de la deuxième partie de la Loi des tribunaux judiciaires, com-

b. Division VII of Part II of the Courts of Justice Act comprising sections 262 to

prenant les articles 262 à 266, sera abrogée et la Cour des jeunes délinquants de Québec sera abolie et ses dossiers et archives, transmis à la Cour de bien-être social ainsi établie, pour faire partie des archives de cette dernière.

Les années pendant lesquelles le juge mentionné au paragraphe *a* du présent article a rempli la fonction de juge de la Cour des jeunes délinquants de Québec lui seront comptées pour les fins de sa pension comme juge de la Cour de bien-être social.

266, shall be repealed and the Juvenile Delinquents' Court of Quebec shall be abolished and its records and archives transferred to the Social Welfare Court so established, to form part of the archives of the latter court.

The years during which the judge mentioned in paragraph *a* of this section has fulfilled the function of a judge of the Juvenile Delinquents' Court of Quebec shall be counted for the purpose of his pension as judge of the Social Welfare Court.

1944,
c. 10, ab.

4. La loi 8 George VI, chapitre 10 est abrogée.

4. The act 8 George VI, chapter 10 is repealed.

1944,
c. 10,
repealed.

S.R.,
c. 15,
a. 218, ab.

5. L'article 218 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), remplacé par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 11, est abrogé.

5. Section 218 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), replaced by section 1 of the act 7 George VI, chapter 11, is repealed.

R.S.,
c. 15,
s. 218,
repealed.

S.R.,
c. 179,
a. 9, am.

6. L'article 9 de la Loi des pensions de vieillesse, de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 179) est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant :

6. Section 9 of the Quebec Old Age Pensions Act (Revised Statutes, 1941, chapter 179) is amended by adding thereto the following paragraph:

R.S.,
c. 179,
s. 9, am.

Juridic-
tion.

"Dans tout territoire où est établie une Cour de bien-être social, cette juridiction appartient exclusivement à un juge de cette cour."

"In every territory where a Social Welfare Court is established, such jurisdiction shall belong exclusively to a judge of such court."

Juridic-
tion.

S.R.,
c. 179,
a. 11, am.

7. L'article 11 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant :

7. Section 11 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

R.S.,
c. 179,
s. 11, am.

Juridic-
tion.

"Dans tout territoire où est établie une Cour de bien-être social, cet appel relève exclusivement d'un juge de cette cour."

"In every territory where a Social Welfare Court is established, such appeal shall belong exclusively to the judge of such court."

Juridic-
tion.

S.R.,
c. 187,
a. 24, am.

8. L'article 24 de la Loi de l'assistance publique de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 187) est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant :

8. Section 24 of the Quebec Public Charities Act (Revised Statutes, 1941, chapter 187) is amended by adding thereto the following paragraph:

R.S.,
c. 187,
s. 24, am.

Juridic-
tion.

"Dans tout territoire où est établie une Cour de bien-être social, ces requêtes sont entendues et décidées exclusivement par un juge de cette cour."

"In every territory where a Social Welfare Court is established, such petitions shall be heard and decided exclusively by a judge of such court."

Juridic-
tion.

S.R.,
c. 188,
a. 11, am.

9. L'article 11 de la Loi des asiles d'aliénés (Statuts refondus, 1941, chapitre 188) est modifié en y ajoutant après le mot "supérieure", dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots "ou d'une Cour de bien-être social".

9. Section 11 of the Lunatic Asylums Act (Revised Statutes, 1941, chapter 188) is amended by adding thereto after the words "Superior Court", in the fifth line of the first paragraph, the words "or of a Social Welfare Court".

R.S.,
c. 188,
s. 11, am.

S.R.,
c. 188,
a. 13, am.

10. L'article 13 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant :

Juridic-
tion.

"Dans tout district judiciaire soumis à la juridiction de la Cour de bien-être social, la demande peut aussi être adressée à un juge de cette cour, qui a juridiction pour l'entendre et la décider ; s'il estime que les fins de la justice l'exigent, il peut ordonner que l'affaire soit référée à un juge de la Cour de bien-être social siégeant dans le district d'où vient le patient ou à défaut d'une telle cour, à un juge de la Cour supérieure de ce district."

S.R.,
c. 188,
a. 31, am.

11. L'article 31 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot "supérieure", dans la huitième ligne du premier alinéa, les mots "ou de la Cour de bien-être social".

Id.,
a. 41, am.

12. L'article 41 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant :

Juridic-
tion.

"Dans tout territoire soumis à la juridiction de la Cour de bien-être social, un juge de cette cour peut aussi recevoir toute dénonciation et rendre toute ordonnance prévues par l'alinéa précédent."

S.R.,
c. 188,
a. 42, am.

13. L'article 42 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot "Le", dans la première ligne du premier alinéa, les mots "juge de la Cour de bien-être social, le".

Id.,
a. 43, am.

14. L'article 43 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot "les", dans la deuxième ligne, les mots "juges de la Cour de bien-être social,".

Id.,
a. 69, am.

15. L'article 69 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot "établissement", dans la septième ligne du premier alinéa, les mots "ou à un juge de la Cour de bien-être social ayant juridiction dans ce district".

Id.,
form. 7,
am.

16. La formule 7 de ladite loi est modifiée en y ajoutant après le mot "moi", dans la quatrième ligne du premier "Attendu", les mots "juge de la Cour de bien-être social,".

10. Section 13 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph :

"In every judicial district subject to the jurisdiction of the Social Welfare Court, such petition may also be presented to a judge of such court, who has jurisdiction to hear and decide it; if he considers that the interests of justice require it, he may order that the matter be referred to a judge of the Social Welfare Court sitting in the district from which such patient comes or if there be no such court, to a judge of the Superior Court of such district."

11. Section 31 of the said act is amended by adding thereto after the word "Court", in the ninth line of the first paragraph, the words "or of the Social Welfare Court."

12. Section 41 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph :

"In every territory subject to the jurisdiction of the Social Welfare Court, a judge of such court may also receive any information and complaint and render any order prescribed in the preceding paragraph."

13. Section 42 of the said act is amended by adding thereto after the word "The", in the first line of the first paragraph, the words "judge of the Social Welfare Court, the".

14. Section 43 of the said act is amended by adding thereto after the word "by", in the second line, the words "a judge of the Social Welfare Court,".

15. Section 69 of the said act is amended by adding thereto after the word "situated", in the seventh line of the first paragraph, the words "or to a judge of the Social Welfare Court having jurisdiction in such district".

16. Form 7 of the said act is amended by adding thereto after the word "me", in the third line of the first "Whereas", the words "judge of the Social Welfare Court,".

S.R.,
c. 324,
a. 5, am.

17. L'article 5 de la Loi de l'adoption (Statuts refondus, 1941, chapitre 324) est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Juridic-
tion.

"Cependant, dans tout district judiciaire pour lequel la Cour de bien-être social est établie, la requête doit être adressée à un juge de cette cour, qui a juridiction exclusive pour l'entendre et la décider."

S.R.,
c. 324,
a. 19, am.

18. L'article 19 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Juridic-
tion.

"Cependant, dans tout district judiciaire pour lequel la Cour de bien-être social est établie, la révocation de l'adoption est du ressort exclusif de cette dernière."

S.R.,
c. 324,
a. 24, am.

19. L'article 24 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot "supérieure", dans la cinquième ligne, les mots "ni au greffier de la Cour de bien-être social".

Id.,
a. 25, am.

20. La formule du certificat de l'article 25 de ladite loi est modifiée

a) en y ajoutant après le mot "supérieure" dans la deuxième ligne, les mots "(ou) Cour de bien-être social";

b) en remplaçant la dernière ligne par la suivante: "Protonotaire de la Cour supérieure (ou) Greffier de la Cour de bien-être social".

Id., a.
27, remp.

21. L'article 27 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Copie du
jugement
transmise.

"27. Une copie du jugement d'adoption doit être transmise, gratuitement, par le protonotaire de la Cour supérieure ou le greffier de la Cour de bien-être social, à la dernière institution dans laquelle l'enfant adopté a été gardé.

Avis de
refus.

Si la requête en adoption est refusée, le protonotaire ou le greffier doit en aviser l'institution concernée."

Entrée en
vigueur.

22. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

17. Section 5 of the Adoption Act R.S., (Revised Statutes, 1941, chapter 324) is amended by adding thereto the following paragraph:

"Nevertheless, in any judicial district where the Social Welfare Court is established, the petition shall be addressed to a judge of such court who has exclusive jurisdiction to hear and decide it."

18. Section 19 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

"Nevertheless, in any judicial district where the Social Welfare Court is established, the annulment of any adoption is within the exclusive jurisdiction of such court."

19. Section 24 of the said act is amended by adding thereto after the word "Court", in the fourth line, the words "nor to the clerk of the Social Welfare Court".

20. The form of certificate of section 25 of the said act is amended

a. by adding thereto after the word "Court" in the second line, the words "(or) Social Welfare Court";

b. by replacing the last line by the following lines: "Prothonotary of the Superior Court (or) Clerk of the Social Welfare Court".

21. Section 27 of the said act is replaced by the following:

"27. A copy of the judgment of adoption shall be transmitted free of charge, by the prothonotary of the Superior Court or the clerk of the Social Welfare Court, to the last institution in which the adopted child was kept.

If the application for adoption be refused, the prothonotary or the clerk shall notify the institution concerned thereof."

22. This act shall come into force on such date as it may please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation.